# VILLE DE BATHURST

# ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

# AU 31 DÉCEMBRE 2019

| | PAGE |
|---|---|
| RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT | 2 |
| ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS | 3 |
| ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE | 4 |
| ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DE LA DETTE NETTE | 5 |
| ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE | 6 |
| NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS | |

BATHURST / PÉNINSULE

COMPTABLES PROFESSIONNELS AGRÉÉS

CHARTERED PROFESSIONAL ACCOUNTANTS

**BATHURST**

1935, ave St. Peter Avenue
Suite 100
Bathurst, NB E2A 7J5

Tél./Tel.: (506) 548-1984
Téléc./Fax: (506) 548-0904

eprbath@eprbathurst.ca
www.epr.ca

**PÉNINSULE**

43, boul. St-Pierre Ouest
Caraquet, NB E1W 1B6

Tél./Tel.: (506) 727-2010
Téléc./Fax: (506) 727-2088

eprpeninsule@eprbathurst.ca
www.epr.ca

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À son honneur le Maire et aux membres du Conseil municipal de City of Bathurst / Ville de Bathurst,

*Opinion*

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de City of Bathurst / Ville de Bathurst (« la municipalité »), qui comprennent l'état de la situation financière consolidé au 31 décembre 2019, et les états consolidés des résultats, de la variation de la dette nette et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joint donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la municipalité au 31 décembre 2019, ainsi que des résultats consolidés de ses activités et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables pour les entités du secteur public.

*Fondement de l'opinion*

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de City of Bathurst / Ville de Bathurst conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

*Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers*

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux normes comptables pour les entités du secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la municipalité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la municipalité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la municipalité.

*Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés*

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la municipalité;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la municipalité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'organisme à cesser son exploitation;

- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

EPR - Bathurst / Péninsule

**EPR - BATHURST / PÉNINSULE**
**COMPTABLES PROFESSIONNELS AGRÉÉS**

Bathurst, Nouveau-Brunswick
29 juillet 2020

**VILLE DE BATHURST**
**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS**
**EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2019**

| | Budget Non-audité (note 20) | 2019 Actuel | 2018 Actuel |
|---|---|---|---|
| REVENUS | | | |
| Mandat d'impôts fonciers | 18 723 204 $ | 18 723 201 $ | 18 389 532 $ |
| Prestations de services à d'autres gouvernements | 944 328 | 1 038 643 | 1 084 939 |
| Ventes de services, amendes et autres frais | 1 697 648 | 1 465 952 | 2 007 026 |
| Subventions sans condition | 3 506 922 | 3 597 091 | 3 571 972 |
| Autres transferts gouvernementaux | 819 823 | 819 823 | 1 187 252 |
| Frais et usagers - Eau et égouts | 5 721 824 | 5 454 296 | 5 234 750 |
| Intérêts | 70 000 | 89 404 | 88 565 |
| Gain sur disposition d'actifs | - | 8 391 | 43 158 |
| | 31 483 749 | 31 196 801 | 31 607 194 |
| DÉPENSES | | | |
| Services d'administration générale | 4 101 465 | 4 046 784 | 4 255 814 |
| Services de protection | 8 200 211 | 8 534 885 | 7 892 304 |
| Services de transport | 6 665 499 | 6 639 542 | 7 080 343 |
| Services d'hygiène | 340 509 | 351 616 | 351 088 |
| Services de développement économique | 976 517 | 880 289 | 885 318 |
| Services récréatifs et culturels | 4 170 342 | 4 306 917 | 4 868 738 |
| Approvisionnement en eau et évacuation des eaux usées | 7 434 615 | 7 560 117 | 7 218 170 |
| | 31 889 158 | 32 320 150 | 32 551 775 |
| Déficit pour l'année (note 17) | (405 409) | (1 123 349) | (944 581) |
| Excédent accumulé au début de l'année | - | 66 128 655 | 67 073 236 |
| Excédent accumulé à la fin de l'exercice | - $ | **65 005 306 $** | **66 128 655 $** |

Les notes complémentaires ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

EPR

**VILLE DE BATHURST**
**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE**
**EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2019**

| | 2019 | 2018 |
|---|---|---|
| **ACTIFS FINANCIERS** | | |
| Débiteurs | | |
| Général (note 4) | 1 983 946 $ | 1 927 022 $ |
| Gouvernement fédéral et ses agences (note 5) | 489 878 | 384 686 |
| Emprunts à recevoir | 645 957 | 698 346 |
| | 3 119 781 | 3 010 054 |
| **PASSIFS** | | |
| Découvert bancaire (note 3) | 1 868 284 | 2 702 371 |
| Créditeurs et frais courus | 3 027 543 | 2 543 755 |
| Revenus différés (note 6) | 928 877 | 949 477 |
| Dette à long terme (note 7) | 29 508 105 | 28 889 824 |
| Passif pour congés de maladie cumulés (note 8) | 360 850 | 341 122 |
| Avantages postérieurs à l'emploi payables (note 9) | 3 447 746 | 3 211 126 |
| | 39 141 405 | 38 637 675 |
| **DETTE NETTE** | (36 021 624) | (35 627 621) |
| **ACTIFS NON FINANCIERS** | | |
| Immobilisations corporelles (note 15) | 141 273 523 | 137 099 937 |
| Amortissement cumulé | 41 324 031 | 36 448 034 |
| | 99 949 492 | 100 651 903 |
| Stock de fournitures | 416 451 | 492 137 |
| Frais payés d'avance | 660 987 | 612 236 |
| | 101 026 930 | 101 756 276 |
| **EXCÉDENT ACCUMULÉ** | **65 005 306 $** | **66 128 655 $** |

Éventualités (note 10)
Engagements (note 11)

APPROUVÉ AU NOM DU CONSEIL :

Maire : _____

Trésorier : _____

Les notes complémentaires ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

**VILLE DE BATHURST**
**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DE LA DETTE NETTE**
**EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2019**

| | 2019 | 2018 |
|---|---|---|
| Excédent pour l'année | (1 123 349) $ | (944 581) $ |
| Acquisition d'immobilisations corporelles | (4 173 586) | (1 843 993) |
| Produits de la vente d'immobilisations corporelles | 8 391 | 43 158 |
| Amortissement des immobilisations corporelles | 4 875 997 | 4 921 472 |
| Gain sur disposition d'immobilisations corporelles | (8 391) | (43 158) |
| | (420 938) | 2 132 898 |
| Acquisition de stocks de fournitures | (416 451) | (492 137) |
| Acquisition de frais payés d'avance | (660 987) | (612 236) |
| Consommation des stocks de fournitures | 492 137 | 454 068 |
| Utilisation des frais payés d'avance | 612 236 | 684 870 |
| | 26 935 | 34 565 |
| (Augmentation) / Diminution de la dette nette | (394 003) | 2 167 463 |
| Dette nette au début de l'exercice | (35 627 621) | (37 795 084) |
| **Dette nette à la fin de l'exercice** | **(36 021 624) $** | **(35 627 621) $** |

Les notes complémentaires ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

FDR

**VILLE DE BATHURST**
**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE**
**EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2019**

| | 2019 | 2018 |
|---|---|---|
| **MOUVEMENTS DE TRÉSORERIE LIÉS À L'EXPLOITATION** | | |
| Excédent pour l'exercice | (1 123 349) $ | (944 581) $ |
| Gain sur disposition d'immobilisations corporelles | (8 391) | (43 158) |
| Amortissement des immobilisations corporelles | 4 875 998 | 4 921 472 |
| Débiteur - Général | (535 810) | 3 266 463 |
| Débiteur - Gouvernement fédéral et ses agences | (105 192) | 364 750 |
| Emprunts à recevoir | 52 390 | 62 862 |
| Créditeurs et frais courus | 962 671 | (2 386 731) |
| Revenus différés | (20 600) | (64 569) |
| Congé de maladie courus | 19 728 | 169 |
| Avantages postérieurs à l'emploi payables | 236 620 | 43 450 |
| Acquisition de stocks / frais payés d'avance | 26 936 | 34 565 |
| Changements dans les fonds de réserve | (126 573) | (196 475) |
| | 4 254 428 | 5 058 217 |
| **ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS** | | |
| Acquisition d'immobilisations corporelles | (4 173 586) | (1 843 993) |
| Produits de la vente d'immobilisations corporelles | 8 391 | 43 158 |
| | (4 165 195) | (1 800 835) |
| **ACTIVITÉS DE FINANCEMENT** | | |
| Augmentation de la dette à long terme | 9 310 000 | 4 340 000 |
| Remboursement de la dette à long terme | (8 691 719) | (3 516 909) |
| | 618 281 | 823 091 |
| VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE | 707 514 | 4 080 473 |
| TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE, au début de l'exercice | (3 538 528) | (7 619 001) |
| TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE, à la fin de l'exercice | **(2 831 014) $** | **(3 538 528) $** |

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constitués du découvert bancaire.

Les notes complémentaires ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

## 1. OBJECTIF DE L'ORGANISATION

La municipalité a été incorporée comme ville par la *Loi sur les municipalités* du Nouveau-Brunswick le 1 janvier 1966 et a accédé au statut de Ville le 2 juin 1965 par une modification du Règlement 85-6 du Nouveau-Brunswick, en vertu de la*Loi sur les municipalités*. En tant que municipalité, la municipalité est exemptée d'impôt sur le revenu en vertu de l'alinéa 149(1)(c) de la *Loi canadienne de l'impôt sur le revenu*. La municipalité s'est donné l'énoncé de vision suivant : "Nous, en tant que Conseil municipal en association avec les employé(e)s, dépenserons nos énergies au bien-être et aux besoins de notre communauté. Nous assurerons des services de qualité de façon respectueuse, coordonnée, efficace et financièrement responsable".

## 2. RÉSUMÉ DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers consolidés de la municipalité reposent sur les observations de l'administration présentés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada pour les gouvernements locaux, comme le recommande le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public (CCSP) de l'Institut canadien des comptables agréés.

Les états financiers consolidés présentés selon les normes du CSP portent surtout sur la situation financière de la municipalité et sur les changements à cet égard. L'état consolidé de la situation financière comprend tous les passifs et actifs de la municipalité.

Les aspects importants des conventions comptables adoptées par la municipalité sont les suivants :

Entité publiante

Les états financiers consolidés reflètent les actifs, les passifs, les revenus, les dépenses et les changements à la dette nette et au flux net de trésorerie de l'entité publiante. L'entité publiante comprend toutes les organisations et entreprises responsables de l'administration des affaires et des ressources de la municipalité et qui sont la propriété de la municipalité ou qui sont contrôlées par elle.

Les transactions et les soldes interservices et organisations sont éliminés.

Budget

Les montants inscrits aux présents états financiers ont été approuvés par le conseil le 28 janvier 2019 et par le Ministre des gouvernements locaux le 30 janvier 2019.

Comptabilisation des recettes

a) Les recettes non affectées sont enregistrées sur la base de la comptabilité d'exercice et sont constatées lorsque la somme recouvrée est raisonnablement assurée. Les contributions avec restrictions sont comptabilisées en tant que revenu de l'année auquel les frais connexes sont engagés.

b) Les autres recettes sont enregistrées lorsqu'elles sont réalisées.

Recours à des estimations

La préparation des états financiers consolidés en conformité avec les principes comptables généralement reconnus du Canada exige que la direction effectue des estimations et formule des hypothèses qui ont une influence sur les montants déclarés à l'actif et au passif et sur la déclaration des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers consolidés, ainsi que sur les montants déclarés de revenus et de dépenses au cours de l'exercice. Ces estimations sont examinées périodiquement et, si des rectifications deviennent nécessaires, elles sont signalées dans les revenus de la période à laquelle elles deviennent connues. Les résultats peuvent être différents de ces estimations.

## 2. RÉSUMÉ DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

Instruments financiers

Les instruments financiers de la municipalité se composent de l'encaisse, de placements à court terme, de comptes débiteurs, des montants exigibles du gouvernement du Nouveau-Brunswick, des montants exigibles du gouvernement fédéral, des montants exigibles des fonds propres, d'un prêt bancaire, de créditeurs et de charges à payer, de fonds en fiducie et des dettes à long terme. Sauf indication contraire, la direction est d'avis que la municipalité n'est pas exposée à d'importants taux d'intérêts, taux de change ou risque de crédit découlant de ces outils financiers. La juste valeur de ces outils financiers correspond approximativement à leur valeur comptable, à moins d'indication contraire.

La municipalité est exposée au risque de crédit par le biais des comptes débiteurs. La municipalité minimise les risques de crédit grâce à une gestion régulière du crédit.

Encaisse et équivalents d'encaisse

Encaisse et équivalents d'encaisse comprennent l'encaisse en main, les soldes bancaires et dépôts à court terme ayant une échéance initiale de trois mois ou moins.

Immobilisations corporelles

À partir du 1er janvier 2011, la municipalité a adopté les dispositons du CSP, au chapitre 3150 sur les immobilisations corporelles. Les immobilisations corporelles sont comptabilisées selon leur coût qui comprend tous les montants qui sont directement attribuables à l'acquisition, la construction, le développement ou l'amélioration de l'actif. Le coût des immobilisations corporelles est amorti sur une base linéaire pendant la durée de vie utile estimée comme suit :

| Type d'actif | Années |
|---|---|
| Améliorations foncières | 8-30 années |
| Bâtiments | 15-70 années |
| Véhicules | 10-15 années |
| Machinerie et équipement | 7-25 années |
| Équipement lourd | 15-25 années |
| Matériel, logiciels et équipement de télécommunications | 5-10 années |
| Meubles | 15-25 années |
| Revêtement de route | 10-80 années |
| Éclairage et feux de circulation | 15-60 années |
| Réseau d'alimentation en eau et d'évacuation des eaux usées | 40-60 années |

Les actifs en construction ne sont pas amortis tant que l'actif n'est pas disponible pour une utilisation productive.

Information sectorielle

La municipalité est une municipalité diversifiée qui offre une grande gamme de services à ses résidents. Aux fins de la gestion des rapports, les opérations et les activités de la municipalité sont organisées et signalées par fonction. Cette présentation a été créée dans le but d'enregistrer des activités spécifiques pour atteindre certains objectifs conformément à des règlements spéciaux, des restrictions ou des interdictions. Les services municipaux sont fournis par les départements suivants :

Services d'administration générale
Cette section est responsable du financement global et de l'administration locale de la municipalité. Ceci comprend les fonctions du conseil, gestion générale et financière, les questions juridiques et de conformité avec la législation ainsi que les relations civiques.

Services de protection
Cette section est responsable de la prestation des services de police, la protection contre les incendies, les mesures d'urgence, le contrôle des animaux et autres mesures de protection.

## 2. RÉSUMÉ DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

Services de transport
Cette section est responsable des services en commun, de l'entretien des routes, des services de circulation et de stationnement et autres fonctions réliées.

Services d'hygiène
Cette section est responsable de l'enlèvement des déchets solides.

Services de développement économique
Cette section est responsable du zonage, du développement communautaire, du tourisme et autres services de développement et promotionnels.

Services récréatifs et culturels
Cette section est responsable de l'entretien et l'exploitation des installations récréatives et culturelles incluant les piscines, les arénas, les parcs et terrains de jeux et autres établissements récréatifs et culturels.

Systèmes d'eau et égout
Cette section est responsable de la fourniture de services d'eau et d'égouts, y compris l'entretien et l'exploitation des réseaux souterrains, les usines de traitement, des réservoirs et des lagunes.

Inventaire des fournitures

Les stocks sont évalués au moindre du coût et du coût de remplacement net, le coût étant déterminé sur le premier entré, premier sorti.

Avantages postérieurs à l'emploi

La municipalité a reconnu ses obligations en vertu des régimes postérieurs à l'emploi et les coûts connexes, net des actifs du régime. La municipalité a un avantage de congé de maladie tel que documenté dans la note 8, une attribution pour service à long terme et un régime de retraite tel que documenté dans la note 9.

## 3. ENCAISSE

| | 2019 | 2018 |
|---|---|---|
| Encaisse - affectée | 962 730 $ | 836 157 $ |
| Encaisse - non affectée | (2 831 014) | (3 538 528) |
| | **(1 868 284) $** | **(2 702 371) $** |

## 4. RECEVABLES - GÉNÉRAL

| | 2019 | 2018 |
|---|---|---|
| Fonds de fonctionnement général | 735 906 $ | 724 749 $ |
| Fonds de services d'eau et d'égouts | 1 248 040 | 1 202 273 |
| | **1 983 946 $** | **1 927 022 $** |

## 5. SOMMES À RECEVOIR DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ET DE SES AGENCES

| | 2019 | 2018 |
|---|---|---|
| Agence du revenu du Canada (remboursement de TVH) | **489 878 $** | **384 686 $** |

## 6. REVENUS DIFFÉRÉS

| | 2019 | 2018 |
|---|---|---|
| Divers - Matériel dangereux | 101 163 $ | 54 752 $ |
| Certificats cadeaux | 375 | 375 |
| Améliorations locatives à long terme | 645 956 | 698 346 |
| Améliorations locatives prépayées | 181 383 | 196 004 |
| | **928 877 $** | **949 477 $** |

## 7. DETTE À LONG TERME

| | 2019 | 2018 |
|---|---|---|
| Corporation de financement des municipalités du Nouveau-Brunswick | | |
| Débentures : | | |
| Série de 1,00 % à 4,50 %, échéant en 2019 | - $ | 621 000 $ |
| Série de 1,50 % à 3,85 %, échéant en 2020 | 137 000 | 269 000 |
| Série de 1,35 % à 3,45 %, échéant en 2021 | 852 000 | 1 131 000 |
| Série de 1,35 % à 3,10 %, échéant en 2022 | 504 000 | 663 000 |
| Série de 1,23 % à 3,70 %, échéant en 2023 | 506 000 | 623 000 |
| Série de 1,20 % à 2,50 %, échéant en 2029 | 2 090 000 | 2 482 000 |
| Série de 1,45 % à 2,90 %, échéant en 2026 | 1 312 000 | 1 508 000 |
| Série de 1,20 % à 2,70 %, échéant en 2027 | 1 664 000 | 1 887 000 |
| Série de 2,55 % à 3,40 %, échéant en 2028 | 2 670 000 | 3 054 000 |
| Série de 2,05 % à 2,85 %, échéant en 2029 | 1 583 000 | - |
| Série de 1,95 % à 2,45 %, échéant en 2029 | 674 000 | - |
| Série de 1,00 % à 4,50 %, échéant en 2019 | - | 5 025 000 |
| Série de 1,50 % à 3,85 %, échéant en 2020 | 444 000 | 555 000 |
| Série de 1,35 % à 3,45 %, échéant en 2021 | 1 161 000 | 1 396 000 |
| Série de 1,35 % à 3,80 %, échéant en 2022 | 1 049 000 | 1 163 000 |
| Série de 1,25 % à 4,40 %, échéant en 2033 | 3 378 000 | 3 569 000 |
| Série de 1,20 % à 3,70 %, échéant en 2034 | 1 235 000 | 1 358 000 |
| Série de 1,45 % à 2,90 %, échéant en 2026 | 575 000 | 661 000 |
| Série de 1,20 % à 2,70 %, échéant en 2027 | 611 000 | 681 000 |
| Série de 2,55 % à 3,40 %, échéant en 2028 | 1 173 000 | 1 286 000 |
| Série de 2,05 % à 3,35 %, échéant en 2039 | 1 273 000 | - |
| Série de 1,95 % à 2,95 %, échéant en 2039 | 5 780 000 | - |
| | 28 671 000 | 27 932 000 |
| Province du Nouveau-Brunswick: | | |
| Prêt à terme de SCHL, pour une durée de 15 ans, remboursable par versements annuels de 160 468 $, incluant les intérêts au taux de 4,15 %, échéant en mai 2025. | 837 105 | 957 824 |
| | **29 508 105 $** | **28 889 824 $** |

## 7. DETTE À LONG TERME (SUITE)

Les paiements requis sur le principal pendant les cinq prochaines années sont les suivants :

| | | |
|---|---|---|
| 2020 | 4 031 000 $ | (329 000$ à être refinancé en 2020) |
| 2021 | 4 470 000 $ | (936 000 $ à être refinancé en 2021) |
| 2022 | 3 026 000 $ | |
| 2023 | 2 798 000 $ | |
| 2024 | 3 305 000 $ | |

L'approbation de la Commission des emprunts de capitaux des municipalités du Nouveau-Brusnwick a été obtenue pour la dette à long terme.

2010 Émission de 1 359 000 $ :

Le 19 novembre 2020, la somme de 329 000 $ sera refinancée pour une durée ne dépassant pas dix ans.

2011 Émission de 3 367 000 $ :

Le 5 décembre 2021, la somme de 269 000 $ sera refinancée pour une durée ne dépassant pas cinq ans.

2011 Émission de 4 988 000 $ :

Le 5 décembre 2021, la somme de 667 000 $ sera refinancée pour une durée ne dépassant pas dix ans.

## 8. CONGÉS DE MALADIE ACCUMULÉS

La municipalité offre un congé de maladie qui s'accumule à 12 heures par mois pour les employés non administratifs à temps plein, et à 12 heures par mois pour les employés administratifs à temps plein. Tous les employés peuvent accumuler un maximum variant de 1 920 à 2 016 heures de congés de maladie. Un employé peut prendre un congé avec solde pour une durée égale au congé de maladie accumulé.

Une évaluation actuarielle a été réalisée sur le plan des 142 employés en conformité avec SP 3255. La méthode actuarielle utilisée est la méthode des unités projetées au prorata des services à l'usage prévu. L'évaluation était basée sur un certain nombre d'hypothèses concernant des événements futurs, comme l'augmentation des taux d'intérêt, les salaires et le roulement du personnel et la retraite. Les hypothèses utilisées reflètent les meilleures estimations de la Municipalité.

## 8. CONGÉS DE MALADIE ACCUMULÉS (SUITE)

Les principales hypothèses de l'évaluation sont comme suit :

l'augmentation de salaire annuelle est de 1,20 % à 2,75 %;
le taux d'actualisation utilisé pour déterminer l'obligation au titre des prestations constituées est de 3,20 %;
l'âge de la retraite est de 58 ans; et
l'estimation de l'utilisation nette de plus du taux de congés de maladie varie avec l'âge.

Le congé de maladie est un avantage non financé. En tant que tel, il n'y a pas d'actifs applicables. Les prestations sont payées à partir des recettes générales lorsqu'elles viennent à échéance.

Le passif non capitalisé est payé au complet au 31 décembre 2014.

## 9. AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI À PAYER

a) Attribution pour service à long terme

Les employés de la direction de la municipalité sont admissibles à ces avantages après cinq années consécutives de service à temps plein. Les employés admissibles ont droit à une demi-semaine de salaire normal pour chaque tranche de cinq années d'emploi continu. Les employés syndiqués de la municipalité deviennent admissibles à ce salaire après 8 années de service à temps plein consécutive. Les employés admissibles ont droit à 280 $ de salaire normal pour chaque tranche de 8 années d'emploi continu. Les prestations accumulées sont payables dans l'année où les employés cessent de travailler pour la municipalité, soit parce qu'ils prennent leur retraite ou parce qu'ils quittent en bons termes avec l'employeur. Au cours de l'année 2019, 109 909 $ ont été déboursés (21 252 $ en 2018) en récompenses pour longs états de service.

Régime de retraite à cotisations définies

La municipalité parraine un régime de retraite à cotisations définies pour pratiquement tous ses employés. Le régime de retraite des employés est un régime d'achats d'argent. Les employés contribuent un montant variant de 8 % à 9 % de leur salaire et la Municipalité contribue le même montant. À la retraite, la combinaison des employés et la part de l'employeur, ainsi que l'intérêt gagné, est utilisé pour fournir à l'employé une pension. Les employés peuvent verser des contributions supplémentaires au régime de retraite de la municipalité. Ces contributions sont en excès du 9 % initial du salaire régulier de l'employé et ne sont pas compensées par la municipalité. Le régime de pension du Canada est distinct du régime de retraite de la municipalité. Les employés et la municipalité doivent contribuer au régime de pension du Canada tel que prescrit par la loi. Au cours de l'année 2019, la municipalité a contribué 958 992$ (915 935 $ en 2018) au régime de retraite.

## 10. ÉVENTUALITÉS

Dans le cours normal des opérations, la municipalité peut être impliquée dans différentes réclamations ou poursuites judiciaires. Étant donné que le résultat final en matière de réclamations et de procédures judiciaires en instance ne peut, en date du 31 décembre 2019, être prédit avec certitude, la direction et le conseil sont d'avis que la résolution de ces affaires n'aura pas de conséquences négatives importantes puisque la municipalité maintient une police d'assurance qui la couvre pour des montants jugés appropriés.

La municipalité a garanti un prêt de la Commission de Services régionaux Chaleur totalisant 2 827 692 $ au 31 décembre 2019.

La municipalité a garanti un prêt de la Commission du Centre Aquatique de Bathurst au 31 décembre 2019.

## 11. ENGAGEMENTS

La municipalité s'est engagée dans des contrats de locations pour divers véhicules et équipements requérant des déboursés futurs suivants pour les quatre prochains exercices :

| | Fonds général de fonctionnement | Fonds des services d'eau et d'égout |
|---|---|---|
| 2020 | 6 908 $ | 7 190 $ |
| 2021 | 3 450 | - |
| 2022 | 865 | - |
| | **11 223 $** | **7 190 $** |

## 12. CONFORMITÉ DES EMPRUNTS À COURT TERME

Emprunt provisoire pour le capital

La municipalité a mis en place un système de crédit renouvelable portant intérêt au taux de 1,99 % pour les deux fonds. Le système est utilisé afin de fournir un financement provisoire pour les dépenses d'immobilisations.

La municipalité a l'autorité ministérielle pour les emprunts à court terme comme suit :

| | | |
|---|---|---|
| Général de capital : | | |
| D.C. No. 11-0049 | 93 000 $ | Garantie |
| D.C. No. 16-0049 | 842 000 | |
| D.C. No. 17-0019 | 115 000 | |
| D.C. No. 18-0047 | 815 000 | |
| D.C. No. 18-0065 | 900 000 | |
| D.C. No. 19-0012 | 1 426 000 | |
| D.C. No. 19-0083 | 250 000 | |
| | 4 441 000 | |
| Capital des services d'eau et d'égout : | | |
| D.C. No. 15-0053 | 193 000 | |
| D.C. No. 15-0053 | 386 000 | Financement temporaire |
| D.C. No. 17-0019 | 261 000 | |
| D.C. No. 18-0047 | 690 000 | |
| D.C. No. 19-0012 | 455 000 | |
| D.C. No. 19-0083 | 2 550 000 | Financement temporaire |
| | 4 535 000 | |
| | **8 976 000 $** | |

## 13. CONFORMITÉ DES EMPRUNTS À COURT TERME (SUITE)

Emprunt d'exploitation

Ainsi que le prescrit la *Loi sur les municipalités*, les emprunts pour financer les affaires courantes du Fonds général sont limités à 4 % du budget de fonctionnement de la municipalité. Les emprunts pour financer les affaires courantes du Fonds des services publics sont limités à 50 % du budget de fonctionnement pour l'année. En 2019, la municipalité s'est conformée à ces restrictions.

Emprunt inter fonds

Le guide servant à la présentation des rapports financiers municipaux exige que les emprunts inter fonds à court terme soient remboursés l'année suivante à moins que l'emprunt soit pour un projet de capital. Les montants payables entre les fonds sont en conformité avec cette exigence.

## 14. EXCÉDENT (DÉFICIT) AU FONDS D'EAU ET ÉGOUT

La *Loi sur les municipalités* exige que les excédents (déficits) au fonds d'eau et égout soient absorbés par un ou plusieurs des trois budgets de fonctionnement à compter de la deuxième année suivante; l'excédent (déficit) à la fin de l'année est le suivant :

| | 2019 | 2018 |
|---|---|---|
| 2016 Déficit | - $ | (44 635) $ |
| 2017 Excédent | - | 196 255 |
| 2018 Déficit | (391 938) | (391 938) |
| 2019 Déficit | (721 775) | - |
| | **(1 113 713) $** | **(240 318) $** |

## 15. FRAIS DE DISTRIBUTION D'EAU

Les frais de distribution d'eau pour la protection contre les incendies débité par la municipalité est dans les limites autorisées par le règlement 81-195 sous la *Loi sur les municipalités* en fonction du pourcentage applicable de dépenses du système de l'eau pour la population.

## 15. TABLEAU D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES

| | Terrain | Améliorations aux terrains | Bâtiments et améliorations locatives | Véhicules | Machinerie et équipement | Infrastructure Routes et rues | Infrastructure Eau et égouts | Total 2019 | Total 2018 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Coût :** | | | | | | | | | |
| Solde d'ouverture | 3 052 593 $ | 6 313 874 $ | 41 656 874 $ | 6 860 849 $ | 3 384 912 $ | 29 016 641 $ | 46 814 194 $ | 137 099 937 $ | 135 255 944 $ |
| Ajouts : Additions | 70 294 | - | 677 775 | 1 246 670 | 712 548 | 2 711 750 | 5 853 187 | 11 272 224 | 3 667 542 |
| Moins : Dispositions | - | (150 926) | (275 579) | (668 436) | (322 904) | (1 782 752) | (3 898 041) | (7 098 638) | (1 823 549) |
| Solde de fermeture | 3 122 887 | 6 162 948 | 42 059 070 | 7 439 083 | 3 774 556 | 29 945 639 | 48 769 340 | 141 273 523 | 137 099 937 |
| **Amortissement accumulé :** | | | | | | | | | |
| Solde d'ouverture | - | 1 601 482 | 16 411 906 | 2 847 513 | 1 080 856 | 9 028 249 | 5 478 028 | 36 448 034 | 31 526 562 |
| Ajouts : Additions | - | 265 616 | 1 863 436 | 513 847 | 192 268 | 1 308 259 | 732 571 | 4 875 997 | 4 921 472 |
| Solde de fermeture | - | 1 867 098 | 18 275 342 | 3 361 360 | 1 273 124 | 10 336 508 | 6 210 599 | 41 324 031 | 36 448 034 |
| **Valeur nette des immobilisations corporelles** | **3 122 887 $** | **4 295 850 $** | **23 783 728 $** | **4 077 723 $** | **2 501 432 $** | **19 609 131 $** | **42 558 741 $** | **99 949 492 $** | **100 651 903 $** |
| Composé de : | | | | | | | | | |
| Fonds général | 3 122 887 $ | 4 295 850 $ | 23 783 728 $ | 4 077 723 $ | 2 501 432 $ | 19 609 131 $ | - $ | 57 390 751 $ | 59 315 737 $ |
| Fonds eau et égouts | - | - | - | - | - | - | 42 558 741 | 42 558 741 | 41 336 166 |
| | **3 122 887 $** | **4 295 850 $** | **23 783 728 $** | **4 077 723 $** | **2 501 432 $** | **19 609 131 $** | **42 558 741 $** | **99 949 492 $** | **100 651 903 $** |

EDR

## 16. TABLEAU DE PRÉSENTATION SECTORIELLE

| | Administration générale | Protection | Transport | Hygiène | Développement économique | Récréatifs & culturels | Eau & égouts | 2019 Consolidés | 2018 Consolidés |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| REVENUS | | | | | | | | | |
| Mandat d'impôts fonciers | 3 339 259 $ | 6 338 946 $ | 4 931 256 $ | 261 148 $ | 653 800 $ | 3 198 792 $ | - $ | 18 723 201 $ | 18 389 532 $ |
| Prestations de services à d'autres gouvernements | - | 857 707 | 180 936 | - | - | - | - | 1 038 643 | 1 084 939 |
| Vente de services, amendes et autres frais | - | 248 225 | - | 2 800 | 337 072 | 877 855 | - | 1 465 952 | 2 007 027 |
| Subvention sans condition | 847 129 | 1 133 121 | 881 488 | 46 682 | 116 870 | 571 801 | - | 3 597 091 | 3 571 972 |
| Autres transferts gouvernementaux | - | - | - | - | - | 819 823 | - | 819 823 | 1 187 252 |
| Frais aux usagers - Eau et égout | - | - | - | - | - | - | 5 454 296 | 5 454 296 | 5 234 750 |
| Intérêts | - | - | - | - | - | - | 89 404 | 89 404 | 88 565 |
| Gain sur disposition d'actifs | 8 391 | - | - | - | - | - | - | 8 391 | 43 158 |
| | 4 194 779 | 8 577 999 | 5 993 680 | 310 630 | 1 107 742 | 5 468 271 | 5 543 700 | 31 196 801 | 31 607 195 |
| DÉPENSES | | | | | | | | | |
| Salaires et bénéfices | 2 276 136 | 7 038 648 | 2 325 752 | 160 467 | 339 898 | 1 848 222 | 1 906 417 | 15 895 540 | 15 712 875 |
| Biens et services | 1 382 656 | 1 404 735 | 2 339 780 | 191 149 | 389 419 | 1 704 603 | 3 147 267 | 10 559 609 | 9 244 016 |
| Amortissement | 14 447 | 91 502 | 1 974 010 | - | 150 972 | 754 092 | 1 890 975 | 4 875 998 | 4 921 472 |
| Intérêts | 373 545 | - | - | - | - | - | 615 458 | 989 003 | 926 383 |
| Autres | - | - | - | - | - | - | - | - | 1 747 029 |
| | 4 046 784 | 8 534 885 | 6 639 542 | 351 616 | 880 289 | 4 306 917 | 7 560 117 | 32 320 150 | 32 551 775 |
| **Excédent (déficit) pour l'année** | **147 995 $** | **43 114 $** | **(645 862) $** | **(40 986) $** | **227 453 $** | **1 161 354 $** | **(2 016 417) $** | **(1 123 349) $** | **(944 580) $** |

## 17. RÉCONCILIATION DE L'EXCÉDENT DE L'ANNÉE

| | Fonds général | | Fonds eau et égouts | | Fonds de réserve général | | Fonds de réserve eau et égouts | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Fonctionnement | Capital | Fonctionnement | Capital | Fonctionnement | Capital | Fonctionnement | Capital | Total |
| Excédent (déficit) pour l'année 2018 | 3 051 529 $ | (2 985 023) $ | (133 828) $ | (1 071 152) $ | 5 618 $ | 9 872 $ | 77 $ | (442) $ | (1 123 349) $ |
| Ajustements à l'excédent (déficit) annuel pour le financement requis | | | | | | | | | |
| Excédent d'avant dernière année | 220 688 | - | 101 889 | - | - | - | - | - | 322 577 |
| Transferts entre fonds : | | | | | | | | | |
| Du fonds de fonctionnement général au fonds de réserve de capital | (200 000) | - | - | - | 200 000 | - | - | - | - |
| Du fonds de fonctionnement eau et égouts au fonds de réserve de capital eau et égouts | - | - | (46 500) | - | - | - | - | 46 500 | - |
| Remboursement du principal de la dette à long terme | (2 119 000) | 2 119 000 | (1 567 719) | 1 567 719 | - | - | - | - | - |
| corporelles | 1 651 | - | - | - | - | - | - | - | 1 651 |
| Provision pour congés de maladie | | | | | | | | | |
| Dépense d'amortissement | - | 2 985 023 | - | 1 890 975 | - | - | - | - | 4 875 998 |
| Coût de l'eau | (924 383) | - | 924 383 | - | - | - | - | - | - |
| Gain sur disposition d'actifs | (1 651) | - | - | - | - | - | - | - | (1 651) |
| Total d'ajustements à l'excédent (déficit) de l'année 2019 | (3 022 695) | 5 104 023 | (587 947) | 3 458 694 | 200 000 | - | - | 46 500 | 5 198 575 |
| **Excédent (déficit) des fonds pour l'année 2019** | **28 834 $** | **2 119 000 $** | **(721 775) $** | **2 387 542 $** | **205 618 $** | **9 872 $** | **77 $** | **46 058 $** | **4 075 226 $** |

FR

## 18. ÉTAT DES RÉSERVES

| | Fonds de réserve général | | Fonds de réserve eau et égouts | | 2019 | 2018 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Fonctionnement | Capital | Fonctionnement | Capital | Total | Total |
| **ACTIFS** | | | | | | |
| Encaisse | 318 627 $ | 123 919 $ | 4 613 $ | 515 571 $ | 962 730 $ | 836 157 $ |
| À recevoir du fonds de fonctionnement d'eau et d'égouts | 205 707 | 42 353 | (120) | (21 001) | 226 939 | 91 886 |
| | **524 334 $** | **166 272 $** | **4 493 $** | **494 570 $** | **1 189 669 $** | **928 043 $** |
| **Excédent accumulé** | **524 334 $** | **166 272 $** | **4 493 $** | **494 570 $** | **1 189 669 $** | **928 043 $** |
| REVENUS | | | | | | |
| Transferts des fonds de fonctionnement et d'eau et d'égouts | 200 000 $ | - $ | - $ | 46 500 $ | 246 500 $ | 146 500 $ |
| Intérêts | 5 618 | 3 132 | 77 | 7 900 | 16 727 | 14 141 |
| Vente de terrain | - | 6 740 | - | - | 6 740 | - |
| | 205 618 | 9 872 | 77 | 54 400 | 269 967 | 160 641 |
| DÉPENSES | | | | | | |
| Achat d'équipements | - | - | - | 8 342 | 8 342 | 19 927 |
| | - | - | - | 8 342 | 8 342 | 19 927 |
| **Excédent pour l'année** | **205 618 $** | **9 872 $** | **77 $** | **46 058 $** | **261 625 $** | **140 714 $** |

| **Détails de l'encaisse** | **Montant du principal** | **Taux d'intérêt** |
|---|---|---|
| Compte courant | 318 627 $ | Variable |
| Compte courant | 123 919 $ | Variable |
| Compte courant | 4 613 $ | Variable |
| Compte courant | 515 571 $ | Variable |

FR

## 18. ÉTAT DES RÉSERVES (SUITE)

Résolution du conseil concernant la contribution au ou du transfert des réserves :

Proposé par le conseiller L. Stever, appuyé par le conseiller M. Willett que 200 000 $ sera transféré du fonds de fontionnement général au fonds de réserve de fonctionnement général.

Proposé par la conseillère P. Anderson, appuyé par la conseillère K. Lanteigne que 17 000 $ sera transféré du fonds de fontionnement eau et égouts au fonds de réserve capital eau et égouts.

Proposé par le conseiller L. Stever, appuyé par la conseillère K. Chamberlain que 6 000 $ sera transféré du fonds de fontionnement eau et égouts au fonds de réserve capital eau et égouts.

Proposé par la conseillère K. Lanteigne, appuyé par le conseiller M. Willett que 10 000 $ sera transféré du fonds de fontionnement eau et égouts au fonds de réserve capital eau et égouts.

Proposé par le conseiller S. Daigle, appuyé par le conseiller R. Hondas que 13 500 $ sera transféré du fonds de fontionnement eau et égouts au fonds de réserve capital eau et égouts.

Je certifie que les résolutions ci-haut sont des copies vraies et exactes des résolutions adoptées à des réunions du Conseil tenues le 21 octobre et le 16 décembre 2019.

Wanda St-Laurent
Greffière municipale,
Ville de Bathurst

August 12, 2020
Date

Sceau municipal

ER

## 19. RÉCONCILIATION DU FINANCEMENT DU DÉFICIT SUR L'ADOPTION DU CSP

| | Charges à payer du régime de retraite à prestation définie | Bénéfices d'emploi acquis | Autres charges à payer non inscrits antérieurement |
|---|---|---|---|
| Passif au 31 décembre 2011 tel que calculé sur l'adoption du CSP | - $ | 1 141 553 $ | - $ |
| Montants financés dans les années antérieures | - | (1 141 553) | - |
| | - $ | - $ | - $ |

## 20. BUDGET DE FONCTIONNEMENT RÉCONCILIÉ AU BUDGET CSP

| | Budget de fonctionnement Général | Budget de fonctionnement Eau et égouts | Amortissement Immobilisations | Entités contrôlées | Autres (expliquer) | Transferts | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **REVENUS** | | | | | | | |
| Mandat d'impôts fonciers | 18 723 204 $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | 18 723 204 $ |
| Prestations de services à d'autres gouvernements | 944 328 | - | - | - | - | - | 944 328 |
| Vente de services, amendes et autres frais | 1 697 648 | - | - | - | - | - | 1 697 648 |
| Subvention sans condition | 3 506 922 | - | - | - | - | - | 3 506 922 |
| Autres transferts gouvernementaux | - | - | - | - | 819 823 | - | 819 823 |
| Frais aux usagers - Eau et égouts | - | 7 001 570 | - | - | (1 279 746) | - | 5 721 824 |
| Intérêts | - | 70 000 | - | - | - | - | 70 000 |
| Excédent d'avant dernière année | 220 668 | 196 255 | - | - | (416 923) | - | - |
| | 25 092 770 | 7 267 825 | - | - | (876 846) | - | 31 483 749 |
| **DÉPENSES** | | | | | | | |
| Services d'administration générale | 3 830 832 | - | 14 447 | - | - | - | 3 845 279 |
| Services de protection | 9 033 091 | - | 91 502 | - | (924 383) | - | 8 200 210 |
| Services de transport | 5 046 853 | - | 1 974 010 | - | (355 363) | - | 6 665 500 |
| Services d'hygiène | 340 509 | - | - | - | - | - | 340 509 |
| Services de développement économique | 825 545 | - | 150 972 | - | - | - | 976 517 |
| Services récréatifs et culturels | 3 416 250 | - | 754 092 | - | - | - | 4 170 342 |
| Frais de service de la dette : | | | | | | | |
| Remboursement de la dette à long terme | 2 193 504 | 1 583 319 | - | - | (3 776 823) | - | - |
| Intérêts | 256 186 | 585 102 | - | - | - | - | 841 288 |
| Transfert du fonds général de fonctionnement au fonds général de capital | 150 000 | - | - | - | - | (150 000) | - |
| Transfert du fonds de fonctionnement eau et égouts au fonds de réserve de capital eau et égouts | - | 46 500 | - | - | - | (46 500) | - |
| Approvisionnement en eau et évacuation des eaux usées | - | 5 052 904 | 1 890 975 | - | (94 366) | - | 6 849 513 |
| | 25 092 770 | 7 267 825 | 4 875 998 | - | (5 150 935) | (196 500) | 31 889 158 |
| **Excédent (déficit)** | **- $** | **- $** | **(4 875 998) $** | **- $** | **4 274 089 $** | **196 500 $** | **(405 409) $** |

## 21. SUPPORT DES REVENUS ET DÉPENSES (SUITE)

| | Budget (non-audité) | 2019 Actuel | 2018 Actuel |
|---|---|---|---|
| **REVENUS** | | | |
| PRESTATIONS DE SERVICES À D'AUTRES GOUVERNEMENTS | | | |
| Parcs | 776 328 $ | 857 707 $ | 871 376 $ |
| Entretien des rues | 168 000 | 180 936 | 213 563 |
| | **944 328 $** | **1 038 643 $** | **1 084 939 $** |
| VENTES DE SERVICES, AMENDES ET AUTRES FRAIS | | | |
| Stationnement | 104 400 $ | 112 706 $ | 109 655 $ |
| Centre civique | 796 700 | 602 866 | 1 168 120 |
| Autres services récréatifs et culturels | 130 000 | 128 410 | 145 973 |
| Plage Youghall | 1 500 | 1 336 | 1 364 |
| Pointe Daly | 12 000 | 17 058 | 34 766 |
| Élimination des déchets | 1 760 | 2 800 | 2 783 |
| Transport | 4 700 | - | 110 |
| Licences et permis | 9 050 | 5 680 | 8 092 |
| Inspection des bâtiments | 113 450 | 129 840 | 115 122 |
| Système d'alarme | 101 000 | - | - |
| Autres locations | 247 800 | 240 836 | 240 638 |
| Divers | 81 050 | 128 184 | 86 222 |
| Recouvrement de dette | 94 238 | 96 236 | 94 181 |
| | **1 697 648 $** | **1 465 952 $** | **2 007 026 $** |
| AUTRES TRANSFERTS GOUVERNEMENTAUX | | | |
| Paiement fédéral au lieu de recettes fiscales | - $ | - $ | 1 925 $ |
| Taxe sur l'essence et autres subventions | 819 823 | 819 823 | 1 185 327 |
| | **819 823 $** | **819 823 $** | **1 187 252 $** |
| FRAIS ET USAGERS - EAU ET ÉGOUTS | | | |
| Ventes de services d'eau et d'égouts | 5 499 122 $ | 5 283 519 $ | 5 048 491 $ |
| Raccordement et services | 42 702 | 45 301 | 59 003 |
| Frais de devanture pour améliorations locales | 180 000 | 125 476 | 127 256 |
| | **5 721 824 $** | **5 454 296 $** | **5 234 750 $** |

## 21. SUPPORT DES REVENUS ET DÉPENSES (SUITE)

| | Budget (non-audité) | 2019 Actuel | 2018 Actuel |
|---|---|---|---|
| **DÉPENSES** | | | |
| SERVICES D'ADMINISTRATION GÉNÉRALE | | | |
| Services législatifs | | | |
| Maire | 52 089 $ | 70 926 $ | 44 639 $ |
| Conseillers | 151 436 | 183 678 | 120 279 |
| Autres | 88 300 | 88 300 | 88 300 |
| Amortissement | 14 447 | 14 447 | 14 447 |
| | 306 272 | 357 351 | 267 665 |
| Administration | | | |
| Administrateur | 686 545 | 577 672 | 476 268 |
| Secrétaire | 213 439 | 172 758 | 173 794 |
| Relations humaines | 508 136 | 547 394 | 618 476 |
| Immeuble à bureaux | 83 500 | 83 500 | 83 500 |
| Avocat | 40 000 | 40 967 | 60 866 |
| | 1 531 620 | 1 422 291 | 1 412 904 |
| Gestion financière | | | |
| Administration | 178 465 | 178 352 | 133 187 |
| Inventaires | 116 885 | 111 571 | 116 037 |
| Comptabilité | 200 490 | 158 194 | 218 311 |
| Vérification externe | 14 207 | 18 250 | 29 201 |
| Services des achats | 125 320 | 97 098 | 137 534 |
| Autres | 540 122 | 482 189 | 348 566 |
| | 1 175 489 | 1 045 654 | 982 836 |
| Autres services d'administration générale | | | |
| Relations civiques | 5 000 | 5 703 | 4 566 |
| Assurance responsabilité | 140 000 | 113 864 | 132 147 |
| Subventions aux organisations | 30 000 | 28 849 | 34 782 |
| Prime à l'amélioration de l'habitat | 9 120 | - | - |
| Divers | 42 000 | 32 997 | 279 443 |
| Frais d'évaluation | 204 637 | 204 637 | 450 938 |
| | 430 757 | 386 050 | 651 928 |

## 21. SUPPORT DES REVENUS ET DÉPENSES (SUITE)

| | Budget (non-audité) | 2019 Actuel | 2018 Actuel |
|---|---|---|---|
| Services financiers - Frais de service de la dette | | | |
| Intérêts sur emprunt à court terme | 35 000 | 55 799 | 35 319 |
| Intérêts sur la dette à long terme | 256 186 | 373 545 | 301 563 |
| Escomptes sur débentures | 15 853 | 20 171 | 17 243 |
| Frais bancaires | 50 000 | 28 989 | 69 402 |
| Autres | 15 000 | 11 222 | 7 814 |
| Mauvaises créances | 9 000 | 4 938 | 27 527 |
| | 381 039 | 494 664 | 458 868 |
| Virement aux autres fonds pour évaluation d'amélioration locale | 65 000 | 64 992 | 64 992 |
| Congés de maladie et allocation de retraite | 211 288 | 275 782 | 416 621 |
| | **4 101 465 $** | **4 046 784 $** | **4 255 814 $** |
| SERVICES DE PROTECTION | | | |
| Service de police | | | |
| Administration | 684 505 $ | 645 509 $ | 655 586 $ |
| Enquêtes | 381 725 | 942 306 | 388 288 |
| Section en uniforme | 1 922 983 | 2 264 458 | 1 935 764 |
| Détention provisoire | 48 438 | 51 361 | 44 079 |
| Brigadiers | - | - | 8 555 |
| Identification | 117 763 | 39 520 | 108 198 |
| Circulation | 255 523 | 170 259 | 256 366 |
| Service de lutte contre la criminalité | 108 881 | 32 256 | 90 892 |
| Communication et records centraux | 1 164 166 | 1 037 770 | 1 064 807 |
| Loi sur le contrôle des stupéfiants | 228 617 | 144 755 | 189 723 |
| Formation | 120 525 | 74 977 | 57 025 |
| Véhicules | 139 316 | 131 320 | 142 192 |
| Amortissement | 65 871 | 65 871 | 69 173 |
| | 5 238 313 | 5 600 362 | 5 010 648 |
| Protection contre les incendies | | | |
| Administration | 313 141 | 328 300 | 295 734 |
| Brigade de pompier | 1 593 067 | 1 593 890 | 1 521 223 |
| Poste et bâtiment | 96 207 | 101 155 | 97 211 |
| Matériel de lutte contre les incendies | 146 662 | 138 066 | 164 709 |
| Sous-station | 489 000 | 489 000 | 489 000 |
| Formation | 6 000 | 1 681 | 7 313 |
| Amortissement | 25 632 | 25 632 | 33 405 |
| | 2 669 709 | 2 677 724 | 2 608 595 |

## 21. SUPPORT DES REVENUS ET DÉPENSES (SUITE)

| | Budget (non-audité) | 2019 Actuel | 2018 Actuel |
|---|---|---|---|
| Autres | | | |
| Inspection de bâtiment | 184 804 | 154 323 | 190 915 |
| Réglementation des animaux | 107 385 | 102 476 | 82 146 |
| | 292 189 | 256 799 | 273 061 |
| | **8 200 211 $** | **8 534 885 $** | **7 892 304 $** |
| SERVICES DE TRANSPORT | | | |
| Service de transport en commun | | | |
| Gestion d'administration et d'entretien | 531 006 $ | 576 281 $ | 594 996 $ |
| Entretien d'équipement général | 842 262 | 825 276 | 1 067 098 |
| Édifices publiques | 443 989 | 595 907 | 572 962 |
| Planification | 185 909 | 179 669 | 133 421 |
| Amortissement | 660 822 | 660 822 | 699 787 |
| | 2 663 988 | 2 837 955 | 3 068 264 |
| Chemins et routes | | | |
| Revêtement des routes | 776 326 | 569 152 | 531 336 |
| Trottoirs | 29 240 | 6 040 | 31 797 |
| Fossés de drainage | 70 931 | 71 662 | 68 158 |
| Égouts pluviaux | 86 114 | 145 619 | 95 609 |
| Entretien d'été | 28 045 | 37 374 | 43 862 |
| Enlèvement de la neige | 1 120 912 | 995 699 | 1 347 599 |
| Amortissement | 1 280 597 | 1 280 597 | 1 262 577 |
| | 3 392 165 | 3 106 143 | 3 380 938 |
| Éclairage des rues | | | |
| Lumières de rues | 294 751 | 330 672 | 309 278 |
| Amortissement | 13 785 | 13 785 | 13 785 |
| | 308 536 | 344 457 | 323 063 |
| Services relatifs à la circulation | | | |
| Enseignes de rues | 40 627 | 35 814 | 16 337 |
| Signalisation | 131 398 | 109 004 | 153 030 |
| Signalisation pour chemins de fer | 20 000 | 17 193 | 17 307 |
| Amortissement | 18 805 | 18 805 | 18 805 |
| | 210 830 | 180 816 | 205 479 |

## 21. SUPPORT DES REVENUS ET DÉPENSES (SUITE)

| | Budget (non-audité) | 2019 Actuel | 2018 Actuel |
|---|---|---|---|
| Stationnement | 89 980 | 170 171 | 102 599 |
| | **6 665 499 $** | **6 639 542 $** | **7 080 343 $** |
| SERVICES D'HYGIÈNE | | | |
| Enlèvement et destruction des ordures ménagères | 152 540 $ | 158 914 $ | 159 108 $ |
| Dépotoirs | 184 566 | 192 257 | 191 980 |
| Enlèvement et destruction des ordures ménagères - frais de consommateur | 3 403 | 445 | - |
| | **340 509 $** | **351 616 $** | **351 088 $** |
| SERVICES DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE | | | |
| Commission d'urbanisme | 3 000 $ | 1 120 $ | 1 859 $ |
| Administration | 248 915 | 154 966 | 185 600 |
| Entreprise Chaleur | 172 480 | 172 480 | 156 457 |
| Développement économique (location) | 258 785 | 248 223 | 266 286 |
| Promotion touristique | 13 150 | 10 984 | 3 937 |
| Lumières décoratives | 7 149 | 8 045 | 7 532 |
| Amortissement | 150 972 | 150 972 | 150 972 |
| Subvention de développement | 108 700 | 91 926 | 99 252 |
| | **976 517 $** | **880 289 $** | **885 318 $** |
| SERVICES RÉCRÉATIFS ET CULTURELS | | | |
| Récréatifs | | | |
| Administration | 267 747 $ | 230 907 $ | 220 157 $ |
| Piscine | 255 000 | 255 000 | 250 000 |
| Centre civique | 1 934 422 | 2 212 980 | 2 711 039 |
| Pavillon sportif | 79 662 | 39 916 | 81 922 |
| Programmes d'été | 206 807 | 173 609 | 216 698 |
| Programmes d'hiver | 34 748 | 34 682 | 38 538 |
| Parcs et terrains de jeux | 515 097 | 481 958 | 469 058 |
| Pointe Daley | 74 523 | 85 175 | 87 753 |
| Amortissement | 754 092 | 754 092 | 748 427 |
| | 4 122 098 | 4 268 319 | 4 823 592 |
| Culturels | | | |
| Bibliothèque | 48 244 | 38 598 | 45 146 |
| | **4 170 342 $** | **4 306 917 $** | **4 868 738 $** |

## 21. SUPPORT DES REVENUS ET DÉPENSES (SUITE)

| | Budget (non-audité) | 2019 Actuel | 2018 Actuel |
|---|---|---|---|
| SERVICES D'HYGIÈNE | | | |
| Approvisionnement en eau | | | |
| Administration | 648 924 $ | 583 173 $ | 525 125 $ |
| Purification et traitement de l'eau | 330 332 | 281 440 | 348 782 |
| Service d'approvisionnement en eau | 36 825 | 37 917 | 40 480 |
| Conduite et distribution | 707 612 | 914 998 | 632 831 |
| Force motrice et pompage | 786 304 | 899 180 | 916 370 |
| Facturation et perception | 138 643 | 85 764 | 106 549 |
| Traitement des données électroniques | 157 500 | 157 500 | 157 500 |
| Amortissement | 1 005 973 | 1 005 973 | 989 516 |
| | 3 812 113 | 3 965 945 | 3 717 153 |
| Collection et évacuation des eaux usées | | | |
| Administration | 194 094 | 326 081 | 269 038 |
| Entretien d'équipement | 401 540 | 223 450 | 257 266 |
| Service de collecte des eaux usées | 137 383 | 125 783 | 133 662 |
| Station de relèvement | 507 960 | 481 904 | 426 632 |
| Épuration | 722 970 | 707 546 | 616 040 |
| Évacuation | 87 975 | 90 077 | 84 528 |
| Amortissement | 885 002 | 885 002 | 920 578 |
| | 2 936 924 | 2 839 843 | 2 707 744 |
| SERVICES FINANCIERS | | | |
| Services d'eau | | | |
| Intérêts sur emprunts à court terme | 20 000 | 26 020 | 39 433 |
| Intérêts sur la dette à long terme | 391 565 | 398 294 | 419 220 |
| Autres | 10 000 | 18 587 | 13 028 |
| Congés de maladie et allocation de retraite | 11 738 | 15 321 | 23 136 |
| | 433 303 | 458 222 | 494 817 |
| Services d'égout | | | |
| Intérêts sur emprunts à court terme | 20 000 | 26 020 | 39 433 |
| Intérêts sur la dette à long terme | 193 537 | 217 164 | 205 600 |
| Autres | 27 000 | 37 602 | 30 287 |
| Congés de maladie et allocation de retraite | 11 738 | 15 321 | 23 136 |
| | 252 275 | 296 107 | 298 456 |
| | **7 434 615 $** | **7 560 117 $** | **7 218 170 $** |